

La leçon de Ceuta – pour une solidarité intra-européenne et avec nos voisins méditerranéens sur la question migratoire

En juillet 2026, une crise migratoire en Méditerranée a suscité un émoi irrationnel. L'afflux soudain de 72 000 personnes du jeudi 30 au vendredi 31 juillet, a été exploitée politiquement. La question migratoire est instrumentalisée et source de division en Europe alors qu'elle exigerait solidarité et unité. (1) .Lors de la crise « des réfugiés » de l'été 2015, l'Allemagne avait fait preuve de solidarité , avec les mots encourageants de sa chancelière, Angela Merkel, affirmant fin août 2015 « Wir schaffen das » (nous y arriverons) Depuis, l'Union européenne a durci sa politique migratoire avec une droitisation du Conseil de l'Union européenne et du Parlement européen. En 2024, le « pacte sur la migration et l'asile », proposé par la Commission européenne en concertation avec tous les gouvernements européens, était un compromis trouvé entre les vingt sept pays de l'UE. Adopté en juin 2026, plusieurs Etats membres ont voulu renforcer l'externalisation de la gestion des migrants avec le développement de « centres de retour » à l'extérieur de l'UE, pour éviter le sujet épineux de la relocalisation des exilés à l'intérieur de l'Union européenne, chaque Etat cherchant à y échapper. (2)

Catherine Withol de Wenden, spécialiste des migrations, et directrice de recherche émérite au CNRS, a rappelé trois faits récents. Ils peuvent expliquer l'afflux massif d'exilés dans l'enclave espagnole de Ceuta , un franchissement d'une frontière externe de l'Union européenne qui a causé la mort de 72 personnes (3). Début juillet, un arrêt de la Cour suprême espagnole interdit le refoulement immédiat de migrants tentant d'atteindre les enclaves espagnoles du Maroc de Ceuta et Melilla par la mer. En avril, le gouvernement espagnol annonce la régularisation de 500 000 sans papiers avant la fin de l'année 2026. Fin juillet 2026, les célébrations de l'arrivée au pouvoir du Roi du Maroc, ont pu orienter les effectifs policiers marocains vers les villes du pays et non vers les côtes. La chercheuse spécialiste des migrations insiste sur la stratégie marocaine – le Maroc « a pris conscience de la place géostratégique » que son pays occupait pour l'Europe. « Seulement 13 kilomètres séparent Gibraltar de la côte marocaine et les villes d'Andalousie ». Le Maroc a privilégié une approche bilatérale signant un accord avec l'Espagne en 2023 pour lutter contre l'immigration irrégulière. La une frontière concerne l'ensemble du territoire, et notamment les sans-papiers subsahariens. Le Royaume est en revanche réticent à des accords multilatéraux avec l'ensemble des pays européens « qui l'obligeraient à reprendre les sans-papiers ayant transité par son territoire ». Le Maroc souhaite intégrer depuis 2017 la Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest , et donc conserver de bonnes relations avec ses voisins africains. Jusqu'alors le Maroc s'était fait le héraut du multilatéralisme « dans la gouvernance mondiale des migrations ». Il a signé en 2018 le pacte de Marrakech, initié par les Nations Unies ; auparavant, il avait organisé un colloque sur la Convention des Nations Unies de 1990 sur les droits des travailleurs migrants et de leurs familles. Signée par une soixantaine de pays, tous au Sud, elle garantit des droits aux sans-papiers. Depuis 2021, déjà à Ceuta, le Maroc a intégré la question migratoire dans ses relations diplomatiques avec ses voisins africains et européens, jouant tantôt la carte de la solidarité avec les pays de l'Afrique de l'Ouest ou celle de la collaboration avec l'Europe pour la protection de ses frontières extérieures.

Alberto Alemanno, professeur titulaire de la chaire Jean Monnet de droit de l'Union européenne à HEC Paris rappelle le principe central du projet européen « la pression exercée sur une frontière extérieure relève d'une responsabilité commune » (4). L'épisode meurtrier de Ceuta et sa récupération politique ont été un test auquel beaucoup de pays européens ont échoué. « La question n'était pas de savoir si l'Europe devait contrôler ses frontières. Elle le doit et elle le fait. Il s'agissait de savoir si la pression à une frontière extérieure resterait une responsabilité commune ou deviendrait un motif pour que les gouvernements se dressent les uns contre les autres ». Il ne s'agissait donc pas d'une question de « gestion frontalière mais de solidarité politique ». L'universitaire italien rappelle que lorsque 10 000

migrants sont arrivés sur l'île de Lampedusa (Sicile) en septembre 2023, le gouvernement italien de Georgia Meloni avait reçu le soutien de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. Il y a donc une différence de traitement entre l'Espagne de Pedro Sanchez considérée comme « un gouvernement ayant contribué à sa propre crise » et l'Italie de Georgia Meloni « traitée comme un pays assumant une charge commune ». La solidarité européenne ne peut pas être conditionnelle. Pour Alberto Alemanno, cette stratégie à géométrie variable au sein de l'UE est une « faille que des acteurs extérieurs ont vite exploitée ». Le président américain Donald Trump et son vice-président JD Vance ont évoqué à nouveau une « invasion de l'Occident » et le milliardaire Elon Musk a comparé la situation à Ceuta à un film de zombies « World War Z ». Cette dernière lettre, devenue le signe de ralliement des pro-Poutine n'a pas échappé au ministre des affaires étrangères ukrainien, Andrii Sybiha, qui « a signalé plus de 1500 publications sur Ceuta relayées par des réseaux prorusses » liés aux médias de propagande russe Pravda et Russia Today (RT). La conclusion d'Alberto Alemanno est édifiante « Si la solidarité dépend de l'alignement politique, l'espace Schengen cesse d'être une union » pour devenir une « monnaie d'échanges » dans des négociations qui peuvent semer la discorde au sein de l'UE.

La manière la plus pertinente et la plus honnête d'aborder la question migratoire reste l'angle économique. Selon Hakim El Karoui, fondateur du Comité d'action pour la Méditerranée, les dirigeants européens même les plus extrémistes sur la question migratoire « font, une fois au pouvoir, ce que leur démographie leur impose » (4). Il rappelle qu'en 2024, le taux de fécondité de l'Union européenne est tombé à 1.34 enfant par femme. Le constat est simple « Sans immigration, la population européenne en âge de travailler pourrait diminuer de 20% d'ici à 2050 ». Le recul serait de 31% en Italie et de 29% en Espagne. Le gouvernement de Georgia Meloni, au discours violemment anti-immigration, devrait permettre une croissance de plus de 10% de la population immigrée – 452 000 travailleurs étrangers (2023-2025) et 500 000 (2026-2028). La Hongrie de Viktor Orban (2010-2026) tout aussi anti-immigrés a ouvert son pays aux « travailleurs invités »- les permis de séjour sont passés de 20 751 en 2015 à 87 624 en 2024 (deux fois le niveau français). Le gouvernement social-démocrate danois, une référence pour sa « politique migratoire intransigeante et dissuasive » a délivré trois fois plus de permis de séjour que la France en 2024 (dont 50% pour des ressortissants de pays n'appartenant pas à l'OCDE). Hakim El Karoui insiste sur une évidence – l'immigration de travail est une nécessité pour l'Union européenne. Il vaut mieux organiser sérieusement les voies qui permettent de franchir légalement les frontières plutôt que d'alimenter l'échec patent et meurtrier d'une fermeture illusoire et irrationnelle des frontières. Les pénuries de main d'œuvre ne touchent pas seulement les métiers peu qualifiés ; la proportion de diplômés parmi les métiers européens en pénurie (ou en tension) augmente aussi. Les accords bilatéraux signés entre l'Allemagne et l'Inde sont un exemple à suivre. Ils ont pour objectif de construire une filière. Environ 90 000 travailleurs indiens arrivent chaque année en Allemagne. Les demandes d'asile ont baissé de moitié depuis 2021. L'économie allemande est passée d'une « migration subie à la mobilité organisée ». Cette stratégie vertueuse devrait inspirer la politique migratoire européenne.

Une proposition originale et révolutionnaire de Hakim El Karoui concerne la politique migratoire méditerranéenne. Il suggère de ne plus privilégier une approche sécuritaire (quelques visas contre la surveillance des frontières) mais d'organiser « la formation, le recrutement, la circulation des compétences entre les rives de la Méditerranée ». Que l'Europe « investisse de concert avec les universités marocaines, tunisiennes, égyptiennes ou algériennes, dans des filières qui forment plus d'ingénieurs qu'elle n'en recrute ». La mobilité de leurs jeunes diplômés pourrait devenir un instrument de financement pour les pays méditerranéens, à l'image des transferts de joueurs dans le football professionnel. Un « mercato » serait ouvert pour les jeunes diplômés entre les pays du Nord et du Sud de la Méditerranée – un « passeport de talents » source d'émulation entre l'Europe et l'Afrique du Nord. Dans une Europe vieillissante, la jeunesse et la formation sont des pistes d'avenir.

Dr Bénédicte Halba, présidente de l'iriv (www.iriv.net) auteure d'un blog sur la migration - <https://actions-migration.blogspot.com/> 7 septembre 2026- article publié par l'association Salam (Newsletter mensuelle)

- (1) Editorial « L'exploitation éhontée de la crise de Ceuta », Le Monde, dimanche 2 et lundi 3 août 2026
- (2) Anna Joubinet « Ceuta met au jour les divisions européennes », Le Monde , 5 août 2026
- (3) Catherine Wihtol de Wenden , spécialiste des migrations, et directrice de recherche émérite au CNRS « Le Maroc a conscience de la place géostratégique qu'il occupe pour l'Europe dans les migrations », Le Monde, 6 août 2026
- (4) Alberto Alemanno, professeur titulaire de la chaire Jean Monnet de droit de l'Union européenne HEC, Paris « Ceuta a montré à quelle vitesse les divisions politiques peuvent transformer une urgence frontalière en menace pour la solidarité européenne », Le Monde, 7 août 2026
- (5) Hakim El Karoui , fondateur du Comité d'action pour la Méditerranée « Le débat qui oppose ouverture et fermeture des frontières est de plus en plus déconnecté du réel », auteur du rapport « La Méditerranée par le travail », Paris, juillet 2026- <https://action-med.org/#report>